

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2624

22 octobre 2013

SOMMAIRE

Aalia Publishing S.A.	125951	Industrielogistik Entwicklung S.à r.l.	125908
Aalia S.A.	125951	Industrielogistik Verwaltung S.à r.l.	125909
A. Schulman Holdings S.à.r.l.	125946	Infigen Energy Germany Holdings S.à r.l.	125913
Atis S. à r.l.	125907	Initium Real Estate S.C.I.	125913
Atlas Collection Company S.A.	125907	International Real Estate Corporation Holdings S.A.	125914
Audemars Microtec Lux Holding S.A. ...	125907	International Real Estate Corporation Holdings S.A. SPF	125914
Aurec Capital EU	125907	Ivory Holding S.A. SPF	125913
Bastion Lux Participation S.à r.l.	125906	Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.	125916
BC Consulting	125907	Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.	125915
Belval Plaza Tower S.à r.l.	125906	KI Africa (Holdings) S.à r.l.	125915
Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzlerlach	125941	KKR Asia S. à r.l.	125916
C.R. Energies S.à r.l.	125943	Krutbacken S.à r.l.	125911
DeAWM Fixed Maturity	125929	L'Arancino S.à r.l.	125913
ESCF Laatzen S.à r.l.	125939	Logica Holdings Luxtwo S.à r.l.	125914
F24 Capital S.A.	125916	Logica Holdings Luxtwo S.à r.l.	125916
Free Land Company S.A.	125910	Logwin AG	125915
Free Land Company S.A.	125910	Luxembourg Mainstream Chile Holdings S.à.r.l.	125914
Free Land Company S.A.	125912	Luxgate	125916
Gandi International	125910	Mont Mirail Limited, S.à r.l.	125917
Gazprom International S.A.	125912	Newteam Ingénieurs-Conseils en Génie Civil Sàrl	125906
Gazprom International S.A.	125911	Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	125906
Genesis Retail II S.à r.l.	125911	OCM Luxembourg Coppice Holdco S.à r.l.	125906
Genesis Retail I S.à r.l.	125910	Rima SA	125952
Geradpark SA	125912	Selava S.A. SPF	125950
Global Sports Entertainment S.à r.l.	125911	T. Vermoesen & Cie	125908
Grel S.A.	125915	Vinotran S.A.	125908
Groupe FNP S.A.	125910	Weinberg Real Estate Holding S.à r.l. ...	125908
H & A Absolut Return Global SICAV ...	125909		
High Technology Service - Société Anonyme	125909		
I.B.B. Baugesellschaft mbH	125914		
I.B.B. Baugesellschaft mbH	125912		
Identitag Secondary Opportunities S.à r.l.	125914		
Inchiostro	125909		

OCM Luxembourg Coppice Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.330.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 2 août 2013 que Madame Katherine Margaret RALPH, née le 19 avril 1978 à Colchester, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni, a été nommée gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013126693/15.

(130153993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Nomura Bank (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 32.921.

—
Les comptes annuels au 31/03/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Pour Nomura Bank (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013127253/11.

(130154811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Newteam Ingénieurs-Conseils en Génie Civil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 14, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 101.113.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013127250/10.

(130154622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Bastion Lux Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 109.156.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127514/9.

(130155303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Belval Plaza Tower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 119.548.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127518/9.

(130155455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Aurec Capital EU, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 176.263.

Il résulte d'une décision du conseil de gérance de la Société en date du 30 août 2013 que le siège social de la Société a été transféré au 7 rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, avec effet à la même date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013127507/14.

(130155441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Audemars Microtec Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 69.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013127506/10.

(130155558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Atis S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.

R.C.S. Luxembourg B 109.009.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127505/9.

(130155480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Atlas Collection Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 171.845.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/09/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013127469/12.

(130155613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

BC Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 169.121.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127532/9.

(130155325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

T. Vermoesen & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 115.614.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013127362/10.

(130154727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Vinotran S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 80.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013127404/12.

(130155031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Weinberg Real Estate Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.174.011,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.997.

Rectificatif au dépôt L130123268

Veillez prendre note que l'associé Maremma est une Société Civile et non une Société Anonyme et est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 421 644 196.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weinberg Real Estate S.à r.l.,

Représentée par Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2013127406/15.

(130155103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Industrielogistik Entwicklung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.822.

AUSZUG

Die Gesellschafter beschließen am 03. Juni 2013 einen zweiten Geschäftsführer zu ernennen für unbestimmte Dauer:
Herr Marcellino GRAF VON UND ZU HOENSBROECH, Investmentberater, geboren am 28. November 1968 in (D) Köln, wohnhaft in CH 8810 Horgen, Neuhoferstrasse 21.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09. September 2013.

Für INDUSTRIELOGISTIK ENTWICKLUNG S.à.r.l

Herr Mirko FISCHER

Geschäftsführer

Référence de publication: 2013127768/17.

(130155656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Industrielogistik Verwaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.380.

AUSZUG

Die Gesellschafter beschließen am 03. Juni 2013, einen zweiten Geschäftsführer zu ernennen für unbestimmte Dauer:
Herr Marcellino GRAF VON UND ZU HOENSBROECH, Investmentberater, geboren am 28. November 1968 in (D)
Köln, wohnhaft in CH 8810 Horgen, Neuhofstrasse 21.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09. September 2013.

Für INDUSTRIELOGISTIK VERWALTUNG S.à r.l.

Herr Mirko FISCHER

Geschäftsführer

Référence de publication: 2013127769/17.

(130155373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Inchiostro, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 112.627.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2013127767/11.

(130155927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

High Technology Service - Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 57.400.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013127749/12.

(130155243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

H & A Absolut Return Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 170.276.

Die Bilanz zum 30. April 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. April 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. September 2013.

Für H & A ABSOLUT RETURN GLOBAL SICAV

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013127742/14.

(130155418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Free Land Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 101.094.

Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de notre mandat de Commissaire aux Comptes de la Société Free Land Company SA, avec effet au 6 septembre 2013.

Luxembourg, le 6 Septembre 2013.
CAS Services SA
Signatures

Référence de publication: 2013127713/12.

(130155293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Free Land Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 101.094.

Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de notre mandat d'Administrateur de la Société Free Land Company SA, avec effet au 6 septembre 2013.

Luxembourg, le 6 Septembre 2013.
CMS Management Services SA
Signature

Référence de publication: 2013127712/12.

(130155293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Gandi International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 173.775.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127718/10.

(130155463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Genesis Retail I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 179.636.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127723/10.

(130155693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Groupe FNP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6117 Junglinster, 6, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 32.357.

Depôt rectificatif du dépôt L120180422

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127728/10.

(130155959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Gazprom International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 101.526.

Le Bilan consolidé de la société mère (OAO Gazprom) au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Gazprom International S.A.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Administrateur

Référence de publication: 2013127721/14.

(130155562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Genesis Retail II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 172.146.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127724/11.

(130155426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Global Sports Entertainment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.074.336,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 110.461.

L'adresse de l'associé unique Astro All Asia Entertainment Networks Limited a changé et se trouve à présent au 2206-19, Jardine House, 1 Connaught Place, Central Hong Kong, Hong Kong.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127726/12.

(130155501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Krutbacken S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 165.522.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 12 juin 2013

1. La démission de Madame Laura Laine, en tant que gérante de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 12 juin 2013.

2. Madame Ana Dias, employée privée, née le 12 juillet 1968 à Penafiel, Portugal, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommée en tant que nouvelle gérante de classe B de la Société, avec effet au 12 juin 2013, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Krutbacken S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2013127790/17.

(130155650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Geradpark SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 60.635.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 21 août 2013 que:

L'assemblée décide de nommer en tant que commissaire aux comptes la société FIDU-CONCEPT SARL avec siège social à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 38136 en remplacement de la société Europe Fiduciaire (Luxembourg) S.A.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013127737/14.

(130155209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Free Land Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 101.094.

—
Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de notre mandat d'Administrateur de la Société Free Land Company SA, avec effet au 6 septembre 2013.

Luxembourg, le 6 Septembre 2013.

TCG Gestion SA

Signature

Référence de publication: 2013127711/12.

(130155293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Gazprom International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 101.526.

—
Le Bilan consolidé de la société mère (OAO Gazprom) au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Gazprom International S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2013127719/14.

(130155536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

I.B.B. Baugesellschaft mbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 6, Gällewee.
R.C.S. Luxembourg B 95.914.

—
Auszug aus der Ordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter der Firma I.B.B. Baugesellschaft mbH Abgehalten am 2. August 2013 um 9.00 Uhr in Fischbach

Durch einstimmigen Beschluss wird die Gesellschaft FIDEWA-CLAR S.A. eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 165 462, mit Sitz in L – 3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau zum zugelassenen Wirtschaftsprüfer ernannt. Dieses Mandat endet sofort nach der jährlichen Hauptversammlung im Jahre 2014.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Die Geschäftsführer

Référence de publication: 2013127754/14.

(130155393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Infigen Energy Germany Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.788.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/09/2013.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2013127758/12.

(130155638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Initium Real Estate S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg E 4.452.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 septembre 2013 que:

- la révocation de Mr Francesco Abbruzzese de son mandat de gérant unique avec effet immédiat a été décidée;
- la décision de nommer Monsieur Stéphane ALLART, né le 19 février 1981 à Uccle (Belgique) avec adresse professionnelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, en qualité de gérant, a été prise avec effet immédiat et son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg.

Référence de publication: 2013127771/16.

(130155407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Ivory Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013127775/10.

(130155877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

L'Arancino S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 173.528.

EXTRAIT

Il résulte du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la société L'Arancino Sari et daté du 19 août 2013 que:

- Monsieur Jean-Pierre Roesen, demeurant L-3336 Hellange, 25, Wisestrooss, a démissionné, en tant que gérant technique de la société de droit luxembourgeois L'Arancino Sarl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le N° B 173528 et sise à L-3898 Foetz, 11, rue du Brill avec effet au 19 août 2013.

Luxembourg, le 27 juillet 2012.

Pour Extrait conforme

Me Guy Ludovissy

Référence de publication: 2013127797/16.

(130155382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

International Real Estate Corporation Holdings S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,

(anc. International Real Estate Corporation Holdings S.A.).

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 28.304.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013127762/11.

(130155878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Identitag Secondary Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 161.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Identitag Secondary Opportunities S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013127755/11.

(130155448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

I.B.B. Baugesellschaft mbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 6, Gällewee.

R.C.S. Luxembourg B 95.914.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013127753/11.

(130155391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Logica Holdings Luxtwo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, Zone d'Activité Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 137.448.

Les comptes annuels au 21 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013127800/11.

(130155177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Luxembourg Mainstream Chile Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 146.509.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127803/10.

(130155342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.560.

—
Extrait de la résolution prise par l'associé unique en date du 20 juin 2012

Le siège social de la société a été transféré de L-1731 Luxembourg, 26, rue de Hesperange à L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, avec effet au 20 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Johnson Controls Luxembourg Corporate Finance S.à.r.l.

Référence de publication: 2013127778/14.

(130155319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

KI Africa (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.180.

—
Veuillez prendre note que l'associée Kulczyk Investments S.A. a désormais son adresse à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour KI Africa (Holdings) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013127792/13.

(130155348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Logwin AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An den Längten.

R.C.S. Luxembourg B 40.890.

—
AUSZUG

Die Liste der Bevollmächtigten vom 30. August 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. September 2013.

Für die Gesellschaft

Unterschrift

Référence de publication: 2013127802/14.

(130155486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Grel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 178.942.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 19 juillet 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Giovanni CARONIA à la fonction de président du Conseil d'Administration de la Société.

La durée de son mandat de président du Conseil sera fonction de celle de son mandat d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013127740/13.

(130155579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

KKR Asia S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 141.775.

Les statuts coordonnés au 20 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013127793/11.

(130155276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.251.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique en date du 20 juin 2012

Le siège social de la société a été transféré de L-1731 Luxembourg, 26, rue de Hesperange à L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, avec effet au 20 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.

Référence de publication: 2013127779/14.

(130155318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

F24 Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.548.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127715/9.

(130155312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Luxgate, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 105.092.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013127804/9.

(130155799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Logica Holdings Luxtwo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, Zone d'Activité Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 137.448.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société**Un gérant*

Référence de publication: 2013127801/11.

(130155344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Mont Mirail Limited, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.677.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of "Mont Mirail Limited", a company existing under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Vanterpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, British Virgin Islands, registered with the BVI Registrar of Corporate Affairs under the number 1602514 (the "Company").

There appears:

Bendong Limited, a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered office at Vanderpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the BVI Registrar of Corporate Affairs under the number 1778853 (the "Sole Shareholder"), here duly represented by Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal (the "Attorney").

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the Attorney acting on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Meeting, represented as stated here above, requests the undersigned notary to record:

I. that all of the twenty thousand (20,000) shares of the Company, representing the entire subscribed share capital of the Company are present or duly represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items on the agenda;

II. that the board of directors of the Company (the "BVI Directors"), by written resolutions dated 27 September 2013 (the "BVI Board Resolutions"), resolved inter alia, (i) to recommend to the Sole Shareholder that the Company relocate as a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (ii) to convene a meeting of the Sole Shareholder of the Company for the purpose of considering the adoption of new articles of association in order to comply with the rules and regulations of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (iii) to allow the continuance of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Mont Mirail Limited, S.à r.l." and (iv) that the registered office of the Company be transferred to Luxembourg, each with effect upon the continuance of the Company in Luxembourg;

III. that the Sole Shareholder, by resolutions taken by the general meeting of the Company's Sole Shareholder held on 27 September 2013 (the "BVI Shareholder Resolutions"), resolved that the Company relocate as a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and to cease to be a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands;

IV. that the following documents were submitted:

- the certificate of continuation of the Company issued by the British Virgin Islands authorities;
- the memorandum and articles of association issued by the British Virgin Islands authorities;
- a copy of the BVI Board Resolutions;
- a copy of the BVI Shareholders Resolutions;
- the register of members of the Company;
- a certified copy of the balance sheet of the Company dated 27 September 2013 (the "Balance Sheet"), pursuant to which the net assets of the Company amount to USD 2,830,753; and
- a statement of value issued by the BVI Directors on 30 September 2013 (the "Statement of Value");

V. that the Sole Shareholder intends to pass (or as the case may be, confirm) resolutions on the following items:

Agenda

1. Waiver of the convening notice;
2. Transfer of (i) the registered office of the Company and (ii) the place of effective management, the seat of central administration and the seat of central management and control of the Company from the British Virgin Islands to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, without discontinuity of the legal personality of the Company;
3. Operation of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg under the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Mont Mirail Limited, S.à r.l.";
4. Decision to confirm the share capital of the Company following the migration at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000);

5. Decision to confirm the number of shares at twenty thousand (20,000), each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1);

6. Cancellation of the memorandum of association and full restatement of the articles of association of the Company for the purpose of making them compliant with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

7. Appointing of the managers of the Company for an unlimited period of time;

8. Confirmation of the description and consistency of the assets and liabilities of the Company; and

9. Miscellaneous.

These facts exposed and recognised as accurate by the Sole Shareholder, the Sole Shareholder passes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder resolved to waive its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder resolved to confirm, as per the BVI Board Resolutions and the BVI Shareholder Resolutions, the transfer of, and hereby transfer (i) the registered office of the Company and (ii) the place of effective management, the seat of central administration and the seat of central management and control of the Company from Vanterpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, the effect of which will not create a new legal entity or prejudice or affect the continuation of the legal personality of the Company which shall remain one and the same body corporate and, as a result, shall continue as if it had been incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Sole Shareholder further resolved, with immediate effect, to change the registered office of the Company to 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution:

The Sole Shareholder resolved that, as per the BVI Board Resolutions and the BVI Shareholder Resolutions, with immediate effect, the Company shall continue in the Grand Duchy of Luxembourg under the form of a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Mont Mirail Limited, S.à r.l.".

Fourth resolution:

The Sole Shareholder confirmed the description and consistency of the assets and liabilities of the Company as resulting from the Balance Sheet. The Sole Shareholder confirmed that, on the basis of the Statement of Value, the net assets of the Company are valued at least two million eight hundred and thirty thousand seven hundred fifty three United States Dollars (USD 2,830,753).

The Sole Shareholder resolved to set the share capital of the Company following the continuation at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000).

Fifth resolution:

The Sole Shareholder resolved to set the number of shares of the Company at twenty thousand (20,000) and to set the nominal value per share at one United States Dollar (USD 1). The Sole Shareholder noted that it held all the twenty thousand (20,000) shares.

Sixth resolution:

The Sole Shareholder resolved, with immediate effect, to confirm, with effect from the execution of the present deed, the cancellation of the memorandum of association of the Company and to fully restate the articles of association of the Company for the purpose of making them compliant with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to a private limited liability company (société à responsabilité limitée), and by way of consequence to exclude the existing memorandum of association and by-laws of the Company, so that they now read as follows:

"Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present Articles and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").

Art. 2. The Company's name is "Mont Mirail Limited, S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Share

Art. 8. The Company's share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand United States Dollars), represented by 20,000 (twenty thousand) shares with a nominal value of USD 1 (one United States Dollar) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers that will be composed of (i) one or several class A manager(s) (a "Class A Manager") and (ii) one or several class B manager(s) (a "Class B Manager"). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed, and designated as Class A or Class B Manager, and his/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least two 2 days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

Decisions of the board of managers are adopted by a majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto, provided that at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager approve such decisions.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December.

Art. 18. Each year, as of 31 December, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles."

Seventh resolution:

The Sole Shareholder resolved to confirm the appointment and, to the extent necessary, appointed:

- Kim Morgan, born on 11 June 1975, in Carmarthen (the United Kingdom), whose professional address is 6, place des Eaux-Vives, 1207 Geneva, Switzerland, as Class A Manager, with immediate effect and for an unlimited duration; and
- Eric Fort, born on 15 August 1963, in Sankt Vith (Belgium), whose professional address is 19, rue de Bitbourg, L-1273, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as Class B Manager, with immediate effect and for an unlimited duration.

Eighth resolution:

The Sole Shareholder confirmed that the Company, without limitation or exception, continues to own all of its assets and to be obliged by all of its liabilities and commitments notwithstanding the continuation of its registered office, place of effective management, seat of central administration and seat of central management and control in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder finally confirmed that, as per the Balance Sheet of the Company and the Statement of Value:

- the net assets of the Company amount to two million eight hundred and thirty thousand seven hundred fifty three United States Dollars (USD 2,830,753); and

- the share capital of the Company amounts to twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand shares having a nominal par value of one United States Dollar (USD 1) each, which are owned by the Sole Shareholder.

Transitory provision

The first financial year of the Company shall start on the date hereof and shall end on 31 December 2013.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand two hundred Euros (3,200.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the Attorney, the present deed is worded in English, followed by a French version and that in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the Attorney, the Attorney signs together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le trentième jour de septembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de l'associé unique de «Mont Mirail Limited», une société régie selon le droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Vanderpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, Tortola, British Virgin Islands, immatriculée auprès du BVI Registrar of Corporate Affairs sous le numéro 1602514 (la «Société»).

Comparaît:

Bendong Limited, une société régie selon le droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Vanderpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, immatriculée auprès du BVI Registrar of Corporate Affairs sous le numéro 1778853 (l'«Associé Unique»), dûment représenté ici par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé (le «Mandataire»).

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le Mandataire agissant pour le compte de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Assemblée, représentée comme mentionné plus haut, requiert le notaire instrumentant d'acter que:

I. toutes les vingt mille (20.000) parts sociales de la Société, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont présentes ou dûment représentées à l'Assemblée, qui est dès lors valablement constituée et autorisée à délibérer sur les points de l'ordre du jour;

II. le conseil d'administration de la Société (les «Administrateurs BVI»), par résolutions écrites datées du 27 septembre 2013 (les «Résolutions du Conseil d'Administration BVI»), a décidé inter alia, (i) de recommander à l'Associé Unique de la Société de relocaliser la Société en tant que société constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg; (ii) de convoquer une assemblée de l'Associé Unique de la Société dans le but d'envisager l'adoption de nouveaux statuts afin de se conformer aux règles et règlements des lois du Grand-Duché de Luxembourg, (iii) de permettre la continuation de la Société dans le Grand-Duché de Luxembourg sous le nom «Mont Mirail Limited, S.à r.l.» et (iv) que le siège social de la Société soit transféré à Luxembourg, chacune de ces décisions prenant effet suivant la continuation de la Société à Luxembourg;

III. l'Associé Unique, par les résolutions prises par l'assemblée générale de l'Associé Unique de la Société tenue le 27 septembre 2013 (les «Résolutions de l'Associé Unique BVI»), a décidé de relocaliser la Société en tant que société constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg et cessera d'être une société constituée en vertu des lois des Iles Vierges Britanniques;

IV. les documents suivants ont été soumis:

- le certificat de continuité de la Société provenant des autorités des Iles Vierges Britanniques;
- le «memorandum of association» et les «articles of association» provenant des autorités des Iles Vierges Britanniques;
- une copie des Résolutions du Conseil d'Administration BVI;
- copie des Résolutions de l'Associé Unique BVI;
- le registre des associés de la Société;
- une copie certifiée conforme du bilan intérimaire de la Société au 27 septembre 2013 (le «Bilan Intérimaire»), selon lequel l'actif net de la Société s'élève à USD 2.830.753; et
- une attestation de valeur émise le 30 septembre 2013 par les Administrateurs BVI (l'«Attestation de Valeur»);

V. l'Associé Unique a l'intention de prendre (ou selon le cas, ratifier) les résolutions portant sur les points suivants:

Ordre du jour

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Transfert (i) du siège social de la Société et (ii) du siège de direction effective, du siège de l'administration centrale et du siège de la direction centrale et de contrôle de la Société des Iles Vierges Britanniques à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, sans discontinuité de la personnalité juridique de la Société;
3. Fonctionnement de la Société dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée sous le nom «Mont Mirail Limited, S.à r.l.»;
4. Décision de confirmer le capital social de la Société à la suite de la migration à vingt mille Dollars (USD 20.000);
5. Décision de confirmer le nombre de parts sociales à vingt mille (20.000), ayant chacune une valeur nominale d'un Dollar (USD 1);
6. Annulation du «mémoire d'association» et refonte des statuts de la Société dans le but de les rendre conformes aux lois du Grand Duché de Luxembourg applicables à une société à responsabilité limitée;
7. Nomination des gérants de la Société pour une durée indéterminée;
8. Confirmation de la description et de la cohérence de l'actif et du passif de la Société; et
9. Divers.

Ces faits exposés et reconnus comme exacts par l'Associé Unique, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique a décidé de renoncer à son droit de convocation préalable à la présente assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que l'ensemble de la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique a décidé de confirmer, en conformité avec les Résolutions du Conseil d'Administration BVI et les Résolutions de l'Associé Unique BVI, le transfert de la Société et par la présente transfère (i) le siège social de la Société et (ii) le lieu de gestion quotidienne effective, le siège de l'administration centrale et le siège central de gestion et de contrôle de la Société de Vanderpool Plaza, second floor, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec pour effet de ne pas créer une nouvelle entité juridique, de ne pas porter préjudice ou d'affecter la continuité de la personnalité juridique de la Société qui restera une seule et même personne morale et en conséquence se maintiendra comme si elle avait été constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg. L'Associé Unique a décidé, avec effet immédiat, de transférer le siège social de la Société au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution:

L'Associé Unique a décidé, en conformité avec les Résolutions du Conseil d'Administration BVI et les Résolutions de l'Associé Unique BVI, avec effet immédiat, que la Société continuera au Grand-Duché de Luxembourg sous la forme juridique luxembourgeoise d'une société à responsabilité limitée, sous le nom de «Mont Mirail Limited, S.à r.l.».

Quatrième résolution:

L'Associé Unique a confirmé la description et la teneur de l'actif et du passif de la Société, tel qu'il en résulte du Bilan Intérimaire. L'Associé Unique a confirmé, sur la base de l'Attestation de Valeur, que l'actif net de la Société est évalué à au moins deux million huit cent trente mille sept cent cinquante trois Dollars (USD 2.830.753).

L'Associé Unique a décidé d'établir le capital social de la Société suite à la migration, à vingt mille Dollars (USD 20.000).

Cinquième résolution:

L'Associé Unique a décidé de fixer le nombre de parts sociales de la Société à vingt mille (20.000) et de fixer la valeur nominale par part sociale à un Dollar (USD 1). L'Associé Unique a noté qu'il détenait les vingt mille (20.000) parts sociales.

Sixième résolution:

L'Associé Unique a décidé, avec effet immédiat, de confirmer, à compter du présent acte, l'annulation du «mémoire d'association» de la Société, et de refondre totalement les statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à une société à responsabilité limitée, et par voie de conséquence d'exclure le «mémoire d'association» et les statuts existants de la Société, lesquels auront dorénavant la teneur suivante:

«Dénomination - Objet - Siège - Durée.

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La dénomination de la société sera «Mont Mirail Limited, S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas).

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à USD 20.000 (vingt mille Dollars) représenté par 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar) chacune.

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) dans les conditions requises pour la modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat

à chaque associé de même classe en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital social ou dans la classe de parts sociales concernée.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance, qui sera composé de (i) un ou plusieurs gérant(s) de classe A (un «Gérant de Classe A») et (ii) un ou plusieurs gérant(s) de classe B (un «Gérant de Classe B»). Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s), et désigné(s) Gérant de Classe A ou Gérant de Classe B, et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

Le(s) gérant(s) peut/peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des associés ou par une décision de l'associé unique (selon le cas).

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) peut, au cas par cas, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associés de la Société.

Le conseil de gérance ou le seul gérant (selon le cas) détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, n'aura pas de voix prépondérante. Le président pourra présider toutes les assemblées des conseils de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance pourra être présidé par un gérant présent et nommé à cette occasion. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Les gérants du conseil de gérance peuvent assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment, à condition qu'à aucun moment une majorité des gérants participant à la réunion ne soit localisée dans le même pays étranger.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité des gérants est présente ou représentée, y compris au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés à l'assemblée, à condition qu'au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B approuvent ces décisions.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou par deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire téléfax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 14. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans la commune de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites des associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou de la première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, à partir du 31 décembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants, des commissaires (s'il en existe) et des associés envers la Société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède vingt-cinq, une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 20. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant leur nomination relative à l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle suivante relative à l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'Article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 21. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil de 10 %.

Les associés, à la majorité prévue par la Loi ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider à tout moment qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés, statuant sous les conditions requises pour la modification des statuts peuvent décider la dissolution anticipée de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés représentant les trois quarts du capital social, devra nommer un ou plusieurs liquidateur(s) personne(s) physique ou morale et déterminer les mesures de liquidation, les pouvoirs des liquidateurs ainsi que leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.»

Septième résolution:

L'Associé Unique a décidé de confirmer la nomination et, dans la mesure nécessaire, a nommé:

- Kim Morgan, née le 11 juin 1975, à Carmarthen (Royaume Uni), ayant son adresse professionnelle au 6, place des Eaux-Vives, 1207 Genève, Suisse, en tant que Gérant de Classe A, avec effet immédiat et pour une durée illimitée; et

- Eric Fort, né le 15 août 1963, à Sankt Vith (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 19, rue de Bitbourg, L-1273, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant de Classe B, avec effet immédiat et pour une durée illimitée.

Huitième résolution:

L'Associé Unique a confirmé que la Société, sans limitation ou exception, reste propriétaire de tous ses actifs et reste débitrice de tout son passif et ses engagements, malgré la migration de son siège social, de son siège de gestion quotidienne effective, de son siège d'administration centrale et de son siège central de gestion et de contrôle au Grand-Duché du Luxembourg.

Enfin l'Associé Unique a confirmé que, selon le Bilan de la Société ainsi que l'Attestation de Valeur:

- l'actif net de la Société s'élève à deux million huit cent trente mille sept cent cinquante trois Dollars (USD 2.830.753); et

- le capital social de la Société s'élève à vingt mille Dollars (USD 20.000), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar (USD 1), intégralement détenues par l'Associé Unique.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commencera à la date des présentes et prendra fin le 31 décembre 2013.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de trois mille deux cents Euros (3.200.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du Mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et à date en tête des présentes.

Lecture ayant été faite et interprétation donnée au Mandataire, le Mandataire signe avec le notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45009. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142255/677.

(130173029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

DeAWM Fixed Maturity, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 180.758.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh of September.

Before Us, Maître Karine REUTER, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

DWS Investment S.A., having its registered office in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, registered with the the Luxembourg trade and companies register under number B 25.754, here duly represented by Christiane HOFFRANZEN, professionally residing in Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer,

by virtue of a power of attorney; this proxy, after having been initialed and signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

Art. 1. The Company.

1. There is hereby established a company under the name of DeAWM Fixed Maturity (hereinafter the "Company").

2. The Company is an open-ended investment company with variable capital ("Société d'Investissement à Capital Variable" or "SICAV"). The Company may offer the investor one or more sub-funds (umbrella structure) at its own discretion. The aggregate of the sub-funds produces the umbrella fund. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for the liabilities and payment obligations involving such sub-fund. Additional sub-funds may be

established and/or one or more existing sub-funds may be dissolved or merged at any time. One or more classes of shares can be offered to the investor within each sub-fund (multi-share-class construction). The aggregate of the share classes produces the sub-fund. Additional classes of shares may be established and/or one or more existing share classes may be dissolved or merged at any time. Share classes may be consolidated into categories of shares.

3. The contractual rights and obligations of shareholders are set forth in these By-Laws, the current version of which, together with changes thereto, are published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations”, the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (“Mémorial”). By purchasing a share, the shareholder accepts the By-Laws and all approved and published changes to them.

4. The Company is established for an indeterminate time.

Art. 2. Purpose of the Company. The purpose of the Company is the acquisition, sale and management of transferable securities and other permissible assets, based on the principle of risk-spreading. In doing so, the Company operates on the basis and within the scope of the provisions of Part I of the Law on Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities of 17 December 2010, as amended from time to time.

Art. 3. Registered Office. The registered office of the Company is in Luxembourg. In the event of existing or imminent extraordinary political, economic or social developments that would interfere with the Company’s business activity or with communication with the Company’s registered office, the Board of Directors may temporarily transfer the Company’s registered office abroad. Such a temporary transfer shall have no effect on the Company’s nationality; it will remain a Luxembourg company.

Art. 4. The Shareholders’ Meeting.

1. The Shareholders’ Meeting represents the entire body of shareholders, regardless of which particular sub-fund a shareholder has invested in. It shall have the power to take decisions on all matters pertaining to the Company. Resolutions passed at a Shareholders’ Meeting on matters pertaining to the Company as a whole shall be binding upon all shareholders.

2. The General Shareholders’ Meeting is held at the Company’s registered office, or at any other place determined in advance, on every fourth Wednesday in October of each year at 10:00 a.m. In years when such fourth Wednesday in October falls on a bank holiday, the General Shareholders’ Meeting will be held on the next bank business day. Shareholders may appoint proxies to represent them at a Shareholders’ Meeting.

Resolutions are passed by simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the meeting. In all other aspects, the Law on Trading Companies of 10 August 1915, as amended from time to time, shall apply, subject to prevailing provisions set forth within the Law on Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities of 17 December 2010, as amended from time to time.

Other Shareholders’ Meetings are held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

3. The Board of Directors may convene a Shareholder’s Meeting. Invitations to Shareholders’ Meetings are published in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in other newspapers, if that is considered appropriate by the Board of Directors. If all shareholders are represented in person or by proxy and have confirmed that they are aware of the agenda, the requirement for a formal invitation may be waived. The convening notices to Shareholders’ Meetings may provide that the quorum and the majority at the Shareholders’ Meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the Shareholders’ Meeting (“Record Date”). The right of a shareholder to attend a Shareholders’ Meeting and to exercise a voting right attached to his or her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

Art. 5. The Board of Directors.

1. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company. Directors are elected for a period of up to six years; they can be removed at any time by resolution adopted at a Shareholders’ Meeting. Directors can be re-elected. If a Director separates from the Board before the end of his term of office, the remaining Directors may designate a temporary successor, whose appointment must be confirmed by the next Shareholders’ Meeting.

2. The Board of Directors shall have the authority to conduct all transactions and perform all actions it deems necessary or expedient in furtherance of the purpose of the Company. It shall be responsible for all matters pertaining to the Company, except those reserved for the Shareholders’ Meeting by law or by these By-Laws.

3. The Board of Directors shall choose a chairman to preside at all Board meetings.

4. The Board of Directors can act validly only if the majority of Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed, provided that each participating Director is able to hear and to be heard by all other participating Directors using this technology, in which case such Directors shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by telephone. A Director may appoint another Director as his proxy to represent him at a Board meeting. In circumstances of emergency, Board resolutions may be adopted by letter, email, telegram, fax or telex. Resolutions by the Board of Directors shall be adopted by a majority of votes. In the event of a tied vote, the chairman of the Board of Directors shall have the casting vote. Resolutions by the Board of Directors can also be adopted in the form of circular resolutions with identical contents which are signed by all Directors as single copies or in duplicate.

5. The Company will generally be legally bound by the joint signatures of at least two Directors.

6. The Board of Directors may delegate its powers to individual Directors or third parties for the purpose of conducting all or part of the day-to-day management of the Company. Delegation to individual Directors requires the consent of the Shareholders' Meeting.

7. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman who presided at such meeting. Proxies shall be attached to the minutes.

8. No contract or other legal transaction between the Company and any other company or legal entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is individually interested in, or is a director, partner, shareholder, officer or employee of such other company or legal entity.

9. In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any legal transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such an event shall be reported to the next succeeding Shareholders' Meeting.

10. The term "personal interest" shall not include any relationship with or interest in any matter or transaction involving a company that is part of the Deutsche Bank Group, or such other company or legal entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

11. The Board of Directors may on its own responsibility appoint a management company in Luxembourg or in another Member State of the European Union that is authorized in accordance with chapter 3 of the EU-Directive 2009/65/EG and mandate it to carry out all tasks provided in Annex II of the Law on Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities of 17 December 2010, as amended from time to time. The appointment of a management company is provided in the Sales Prospectus as amended from time to time.

Art. 6. Share Capital and Shares.

1. The capital of the Company shall be represented by registered and/or bearer shares of no nominal value and shall at any time be equal to the sum of the net values of the Company's individual sub-funds ("Company net assets"). With regard to the amendment of the share capital the general provisions of the Luxembourg commercial law on the publication and the filling with the Register of Commerce and Companies in respect of the increase and decrease of the share capital are not applicable.

2. The minimum capital of the Company is EUR 1,250,000.00, which is to be reached within six months after the establishment of the Company. In the event that one or more sub-fund invested in another sub-fund of the Company, the value of the share of such investment shall not be taken into account for the purpose of the calculation of the minimum capital of the Company as such. The original capital of the Company is EUR 31,000.00, divided into 310 shares with no nominal value.

3. In accordance with Article 181 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 17 December 2010, as amended from time to time, the Board of Directors will allocate the capital of the Company to individual sub-funds.

4. The Board of Directors may, on receipt of payment of the issue price for the benefit of the Company, issue new Company shares in a share class or a particular sub-fund respectively, without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any Director and/or to any other duly authorised third party the authority to issue such new shares. The Company's assets held in each respective sub-fund are invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy of that sub-fund as determined by the Board of Directors and taking into consideration the investment restrictions provided for by law or adopted by the Board of Directors. Unless the special section of the Sales Prospectus regarding a sub-fund provides to the contrary, in a purchase, the equivalent value is debited two bank business days after issue of the shares whereas the equivalent value is credited two bank business days after the redemption of the share.

5. The issue price of new shares issued shall be equal to the net asset value per share pursuant to Article 12 plus a front-end load, if any. A more detailed description of the calculation method which will be used in order to calculate the issue price of new shares can be found in the current Sales Prospectus of the Company.

Art. 7. The Custodian Bank. As part of its legal obligations, the Company will enter into a Custodian Bank agreement with such a bank as defined by the Law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time that governs access to the financial sector and its surveillance including subsequent amendments thereto.

The Custodian Bank shall accept the obligations and responsibilities stipulated by the Law on Undertakings for Collective Investment of 17 December 2010, as amended from time to time.

Both the Custodian Bank and the Company may terminate the Custodian Bank agreement at any time by giving three months' written notice. Such termination will be effective when the Company, with the authorisation of the responsible supervisory authority, appoints another bank as Custodian Bank and that bank assumes the responsibilities and functions as Custodian Bank; until then the previous Custodian Bank shall continue to fulfil its responsibilities and functions as Custodian Bank to the full extent in order to protect the interests of the shareholders.

Art. 8. Audit. The Company's annual financial statements shall be audited by an auditor appointed by the Board of Directors.

Art. 9. General Investment Policy Guidelines. The Board of Directors shall determine the investment policy according to which the assets of the Company are to be invested. The assets of the Company shall be invested on the basis of the principle of risk-spreading and within the scope of the investment objectives and restrictions as described in the Sales Prospectuses published by the Company.

The assets of the sub-funds shall be invested within the scope of Part I of the Law on Undertakings for Collective Investment of 17 December 2010, as amended from time to time.

The sub-funds shall invest particularly, but not exclusively, in:

- securities and money market instruments that are traded on a regulated market or on another market of a Member State of the European Union or of a non-Member State that operates in an orderly manner and is recognised, regulated and open to the public, and is located primarily in Europe, Asia, the Americas or Africa;

- securities and money market instruments that are new issues, provided that the terms of issue include the obligation to apply for admission for trading on an exchange or on another regulated market that operates in an orderly manner, is recognised and open to the public, and such admission is procured no later than one year after the issue;

- units in Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and other collective investment undertakings. In the absence of any provisions to the contrary, a maximum of 10% of a sub-fund's net assets may be invested in shares of other Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities and/or other collective investment undertakings. In deviation therefrom, the Board of Directors may allow in the Sales Prospectus either additional investments into other collective investment undertakings ("Fund of Funds") or, in accordance with chapter 9 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 17 December 2010, as amended from time to time, that a sub-fund ("Feeder") may invest at least 85% of its assets in units of another Undertaking for Collective Investment (or a sub-fund thereof) that is authorised in accordance with EU-Directive 2009/65/EG and that itself neither is a Feeder nor holds any units of a Feeder;

- deposits with credit institutions that are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and mature within twelve months or less, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a state that is not a Member State of the European Union, provided that it is subject to prudential rules considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier as equivalent to those laid down in Community law;

- derivatives that are traded on a regulated market or on another market of a Member State of the European Union or of a non-Member State that operates in an orderly manner and is recognised, regulated and open to the public, as well as over-the-counter derivatives;

- money market instruments that are not traded on a regulated market and that are usually traded on the money market, that are liquid and have a value that can be accurately determined at any time, provided that the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings;

- notwithstanding the principle of risk-spreading, the sub-funds may invest up to 100% of their assets in securities and money market instruments stemming from different issues that are issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a state that is not a Member State of the European Union, or by a public international body of which one or more Member States of the European Union are members, provided that the sub-fund holds securities that originated from at least six different issues and the securities stemming from any one issue do not exceed 30% of the assets of the sub-fund.

In the event that the Company has more than one sub-fund, a sub-fund may invest into another sub-fund of the Company in accordance with Article 181 paragraph 9 of the Law on Undertakings for Collective Investment of 17 December 2010, as amended from time to time.

Art. 10. Shares of the Company.

1. Shares of the Company may be issued as registered share or bearer shares. There is no entitlement for the provision of physical securities.

The Company accepts only one shareholder per share. In case of a joint ownership or beneficial interest the Company may suspend the voting right until a person is named which represents the joint owners or beneficiaries towards the Company.

The Company may issue fractional shares. In that case the Sales Prospectus contains detailed information on the processed number of decimal places.

Unless otherwise provided for a particular sub-fund/share class, fractional shares of registered shares are rounded according to commercial practice. Such rounding may be to the benefit of either the respective shareholder or the sub-fund.

If registered shares are issued, the register of shareholders provides conclusive evidence in respect of the ownership of shares. The issuance of registered shares takes place without the provision of share certificates.

The Company may issue bearer shares that are represented by one or several global certificates.

These global certificates are issued in the name of the Company and deposited with the clearing agents. The transferability of the bearer shares represented by a global certificate is subject to the respectively applicable laws, and to the

regulations and procedures of the clearing agent undertaking the transfer. Investors receive the bearer shares represented by a global certificate when they are posted to the securities accounts of their financial intermediaries, which in turn are held directly or indirectly with the clearing agents. Such bearer shares represented by a global certificate are transferable according to and in compliance with the provisions contained in the Sales Prospectus, the regulations that apply on the respective exchange and/or the regulations of the respective clearing agent. Shareholders that do not participate in such system can transfer bearer shares represented by a global certificate only via a financial intermediary participating in the settlement system of the corresponding clearing agent.

2. All shares within a share class or a sub-fund have the same rights. The rights of shareholders in different share classes within a sub-fund can differ, provided that such differences have been clarified at the time those shares were issued. Shares are issued by the Company immediately after the net asset value per share has been received for the benefit of the Company. Every shareholder has the right to vote at all Shareholders' Meetings. The voting right may be exercised in person or by proxy. Each share is entitled to one vote. Fractional shares do not represent a voting right, but entitle for participation in the payment of dividends on a pro rata basis.

3. The Company may, on its own responsibility and in compliance with the conditions described in detail in the Sales Prospectus, accept securities as payment for a subscription ("investment in kind"), as long as the Company believes that such an action is in the interest of the shareholders. The nature of the business undertaken by the enterprises whose securities are accepted as payment for a subscription must, however, be compatible with the investment policy and the investment limits of the respective sub-fund. The Board of Directors may, at its own discretion, reject any and all securities offered as payment for a subscription, without having to give reasons. All costs arising from an investment in kind shall be borne by the subscriber in their entirety. The Company's auditor must prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values of the securities, as well as the valuation methods used.

4. The issue and redemption of shares and the distribution of dividends are performed by the Company, the management company, the transfer agent and all paying agents.

Art. 11. Restriction of the Issue of Shares.

1. The Company may at any time and at its discretion reject a subscription application or temporarily limit, suspend or permanently discontinue the issue of shares, or may buy back shares at the redemption price, if this is deemed necessary in the interest of the shareholders or the public, or to protect the Company or the shareholders.

2. In this case, the management company or the paying agent will promptly refund payments on subscription applications that have not yet been executed.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value per Share.

1. The capital of the SICAV DeAWM Fixed Maturity shall be expressed in euro. The base currency of the sub-funds and of the share classes may be different from the fund currency.

2. The value of a share shall be calculated regularly, at least twice a month, for each class of shares of each sub-fund. The Company may, within the limits specified by law, delegate the calculation of the net asset value per share to third parties. The net asset value per share of each share class of each sub-fund shall be expressed in the base currency of the relevant share class of that sub-fund. It shall be determined on each valuation date, taking into consideration the following valuation rules:

First, the value of the sub-fund's net assets on the valuation date is determined by deducting the total liabilities of the sub-fund from its total assets. If only one class of shares exists for a particular sub-fund, the sub-fund's net asset value is then divided by the number of shares of the sub-fund in circulation. If more than one class of shares was issued for a particular sub-fund, the percentage of the sub-fund's net assets attributable to the individual class of shares is divided by the number of shares of that share class in circulation. The net asset value per share can be rounded up or down to the nearest unit of the respective currency, as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value per share there have been material changes in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments are traded or listed, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

3. The assets of the Company primarily include:

- a) securities and other investments of the Company's assets;
- b) liquid assets, including any interest accrued thereon;
- c) amounts receivable from dividends and other distributions;
- d) interest claims due and other interest on securities owned by the Company, except to the extent that they are included or reflected in the market value of such securities;
- e) formation and set-up costs of the Company, insofar as these have not yet been amortised;
- f) other assets, including expenses paid in advance.

4. The liabilities of the Company primarily include:

- a) loans and liabilities due, with the exception of liabilities due to subsidiaries;
- b) all liabilities resulting from the day-to-day management of the Company's assets;

c) all other liabilities, present and future, including the amount of any declared but still unpaid dividends on Company shares;

d) provisions for future taxes and other reserves, to the extent that they have been authorised or approved by the Board of Directors;

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, except liabilities represented by shares in the Company.

5. Shares of the Company, whose redemption has been applied for, shall be treated as shares in circulation until the valuation date of such redemption, with the redemption price being a liability of the Company until its effective payment.

6. Shares to be issued shall be treated as shares already issued as of the valuation date applicable for their issue price. Any unpaid issue price shall be a receivable due to the Company until receipt of payment.

7. The net asset value of each sub-fund shall be calculated according to the following principles:

a) Securities and money market instruments that are listed on an exchange are valued at the most recent available price paid.

b) Securities and money market instruments that are not listed on an exchange but traded on another organised market are valued at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price at the time of the valuation, and which the Company considers the best possible price at which the securities can be sold.

c) In the event that such prices are not in line with market conditions, or for securities and money market instruments other than those covered in (a) and (b) above for which there are no fixed prices, these securities and money market instruments, as well as all other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the management company, following generally accepted valuation principles verifiable by auditors.

d) The liquid assets are valued at their nominal value plus interest.

e) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Company and the Custodian Bank stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and that their yield value is equal to the realised value.

f) All assets denominated in a currency other than that of the respective sub-fund are converted into the sub-fund currency at the most recent mean rate of exchange.

g) The prices of the derivatives employed by the fund will be set in the usual manner, which is verifiable by the auditor and subject to systematic examination. The criteria that have been specified for pricing the derivatives shall remain in effect for the term of each individual derivative.

h) Credit default swaps are valued according to standard market practice at the current value of future cash flows, where the cash flows are adjusted to take into account the risk of default. Interest rate swaps are valued at their market value, which is determined based on the interest-rate curve for each swap. Other swaps are valued at an appropriate market value, determined in good faith in accordance with recognized valuation methods that have been specified by the management company and approved by the fund's auditor.

i) The target fund shares included in the fund are valued at the most recent available redemption price that has been determined.

8. An income equalisation account shall be maintained.

9. For large-scale redemption requests that cannot be met from the liquid assets and allowable credit facilities, the Company may determine the net asset value per share on the basis of the price on the valuation date on which it sells the necessary securities; this price shall then also apply to subscription applications submitted at the same time.

10. The assets shall be allocated as follows:

a) The remuneration from the issue of shares of a share class within a sub-fund is assigned in the books of the Company to the appropriate sub-fund, and the corresponding amount will increase the percentage of that share class in the net assets of the sub-fund accordingly. Assets and liabilities, as well as income and expenses, are allocated to the respective sub-fund in accordance with the provisions contained in this Article. If such assets, liabilities, income and expenses are identified in the provisions of the Sales Prospectus as being allocated exclusively to certain specified classes of shares, they will increase or reduce the percentage of those share classes in the net assets of the sub-fund.

b) Assets that are also derived from other assets are allocated in the books of the Company to the same sub-fund or the same class of shares as the assets from which they are derived, and at each revaluation of an asset the increase or decrease in value is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.

c) If the Company enters into an obligation that is connected to a particular asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, or to an action relating to an asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, this liability is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.

d) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a particular sub-fund, that asset or liability will be allocated to all sub-funds in proportion to the net assets of the respective sub-funds or in such other manner as the Board of Directors shall determine in good faith whereby the Company as a whole cannot be held liable vis-à-vis third parties in respect of obligations of particular sub-funds.

e) In the event of a distribution of dividends, the net asset value per share of the distribution share class is decreased by the amount of the distribution. This decreases the percentage of the distribution share class in the sub-fund's net

assets, while at the same time increasing the percentages in the sub-fund's net assets of the share classes that do not receive distributions. The net effect of the reduction of the sub-fund's net asset value, and the corresponding increase of the percentage of the sub-fund's net assets allocated to the share classes that do not receive distributions, is that the net asset values of the non-distributing share classes are not adversely affected by any dividend distribution.

11. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors in connection with the calculation of the net asset value per share shall be final and binding on the Company, as well as on present, past and future shareholders.

Art. 13. Suspension of the issue and redemption or Exchange of Shares and of Calculation of the Net Asset Value per Share.

1. The Company shall have the right to temporarily suspend the issue and redemption or exchange of shares of the particular sub-fund, or one or more classes of shares, as well as the calculation of the net asset value per share, if and while circumstances exist that make this suspension necessary and if the suspension is justified when taking account of the interests of the shareholders, in particular:

a) while an exchange or other regulated market on which a substantial portion of the securities of the particular sub-fund are traded is closed (excluding normal weekends and holidays) or when trading on that exchange has been suspended or restricted;

b) in an emergency, if the particular sub-fund is unable to access its investments or cannot freely transfer the transaction value of its purchases or sales or calculate the net asset value per share in an orderly manner;

c) if the assets available for acquisition on the market or the possibilities of disposing of assets of the sub-fund are limited because of the limited investment horizon of the sub-fund;

d) in the event that a sub-fund is Feeder of another undertaking for collective investment (or a sub-fund thereof), if and so long the other undertaking for collective investment (or a sub-fund thereof) has temporarily suspended the redemption of its shares;

e) in the event of a merger between a sub-fund and another sub-fund or another undertaking for collective investment (or a sub-fund thereof), if a suspension is considered to be appropriate in order to protect the rights of the shareholders.

2. Investors who have applied for redemption of shares will be informed promptly of the suspension and will then be notified immediately once the calculation of the net asset value per share is resumed. The suspension of the issue and redemption or exchange of shares as well as the calculation of the net asset value of a particular sub-fund does not affect any other sub-fund.

Art. 14. Redemption of Shares.

1. Shareholders are entitled at any time to request the redemption of their shares. Redemption will be affected only on a valuation date as defined in Article 12, and at the net asset value per share calculated in accordance with Article 12 of these By-Laws. The redemption price is paid out promptly following the applicable valuation date.

2. The Company shall have the right, with the previous authorisation of the Custodian Bank, to carry out substantial redemptions only once the corresponding assets of the Company have been sold without delay.

3. The Company or an institution designated by the Company is obliged to transfer the redemption price to the country of the applicant only if this is not prohibited by law - for example by foreign exchange regulations - or by other circumstances beyond the control of the Company or an institution designated by the Company.

4. In the event that for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has fallen below an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, or in the case of a substantial change in the political or economic situation or as a matter of economic rationalisation, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the sub-fund at the net asset value per share (taking into consideration actual realisation prices of investments and associated realisation costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect. The Company shall notify the holders of the shares of the sub-fund of such redemption at least 30 days prior to the valuation date at which the redemption becomes effective. Shareholders will be informed by the Company by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company.

5. In a manner corresponding with Article 14 (4), the Board of Directors may decide to redeem all shares of a share class at the net asset value per share (taking into consideration actual realisation prices of investments and associated realisation costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect.

Art. 15. Exchange of Shares. The shareholders of a sub-fund may exchange part or all of their shares at any time for shares of a different sub-fund or another share class of the same sub-fund, provided that such exchanges are provided for in the sales documentation for that sub-fund and the respective share classes of that sub-fund. This exchange is affected at the net asset value per share plus an exchange commission, the amount of which shall be stated in the sales documentation.

Art. 16. Establishment, Closing and Merger of Sub-Funds and Classes of Shares.

1. Resolutions to establish sub-funds are adopted by the Board of Directors.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors, the Board of Directors can resolve to dissolve the Company assets of a sub-fund and pay out to the shareholders of this sub-fund the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realisation values and realisation costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. If a situation arises resulting in the dissolution of the sub-fund, the issue and redemption of shares of the respective sub-fund will be halted. On the instructions of the Board of Directors or, where applicable, those of the liquidators appointed by the Shareholders' Meeting, the Company will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders of the respective sub-fund according to their claims. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders at the end of the liquidation proceedings will be deposited by the Company with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

In the event that a sub-fund is Feeder of another undertaking for collective investment (or a sub-fund thereof), the merger or liquidation of the latter undertaking for collective investment (or the sub-fund thereof) leads to the liquidation of the Feeder, unless it amends its investment policy with the approval of the competent regulatory authority within the scope of Part I of the Law on Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities of 17 December 2010, as amended from time to time.

Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares in a sub-fund and the allocation of shares in another sub-fund, provided that for the period of one month after publication according to the provision below the shareholders of the corresponding sub-fund shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value, and in accordance with the procedures described in Articles 14 and 15 of these By-Laws, without additional cost, except the amounts to be retained by the Company in order to cover costs in relation with divestments.

3. In accordance with chapter 8 of the Law of 17 December 2010, as amended from time to time, the Board of Directors may decide to transfer the assets of a sub-fund to a different sub-fund that exists within the Company or to a different undertaking for collective investment established according to EU-Directive 2009/65/EG or a different sub-fund within such different undertaking for collective investment ("new sub-fund") and redefine the shares. Such a decision shall be published in order to enable the shareholders for a period of one month to apply for redemption or exchange of their shares without costs, except the amounts to be retained by the Company in order to cover costs in relation with divestments.

4. Subject to deviating provisions, the procedure of a merger involves the dissolution of the sub-fund and a simultaneous takeover of all of the assets by the receiving fund or sub-fund in accordance with the legal provisions. However, in contrast to a dissolution, the investors in the sub-fund receive shares of the receiving fund or sub-fund, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the funds involved at the time of the absorption, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the sub-fund.

5. The Board of Directors may decide at any time to establish an additional class of shares.

6. Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by Article 14 (4), the Board of Directors can, in the cases specified by law, resolve to dissolve a share class within a sub-fund and pay out to the shareholders of this share class the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realisation values and realisation costs associated with the investments) on the valuation date on which such decision shall take effect. Furthermore, the Board of Directors can declare the cancellation of the issued shares of a share class of such a sub-fund and the allocation of shares in another share class of the same sub-fund, provided that for the period of one month after publication, the shareholders of the share class of the sub-fund to be cancelled shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value and in accordance with the procedure described in Articles 14 and 15 of these By-Laws at no additional cost.

7. The Board of Directors can decide to merge share classes within a sub-fund. Such a merger means that the investors in the share class to be cancelled receive shares of the receiving share class, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the share classes involved at the time of the merger, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the Company.

8. The Board of Directors may delegate to the management company the right of establishment, closing and mergers of sub-funds and classes of shares provided in paragraph 1 to 7.

Art. 17. Shareholders' Meetings in a Sub-Fund and in a Class of Shares.

1. The shareholders of a sub-fund or of a class of shares can hold a Shareholders' Meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that sub-fund or class of share respectively.

2. The provisions of Article 4 shall apply correspondingly to such Shareholders' Meetings.

3. Each share is entitled to one vote in accordance with the provisions of Luxembourg law and these By-Laws. Shareholders may act either in person or by giving a proxy to another person who need not be a shareholder and may be a director.

4. Unless otherwise provided for by law or in these By-Laws, the resolutions of the Shareholders' Meeting of a sub-fund or a class of shares are passed by a simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the Shareholders' Meeting.

5. Any resolution of the Shareholders' Meeting that affects the rights of the shareholders of one sub-fund in comparison with the rights of the shareholders of another sub-fund or that affects the rights of the shareholders of that share class in comparison with the rights of the shareholders of another share class of this sub-fund will be subject to the approval by resolution of the Shareholders' Meeting of the shareholders of the other sub-fund or share class, and shall take into consideration the provisions of Article 68 of the Law of 10 August 1915 on Trading Companies, as amended from time to time.

Art. 18. Allocation of Earnings.

1. The Board of Directors shall decide for each sub-fund whether a distribution or capitalisation takes place. In the event of a distribution, the Board of Directors shall furthermore decide if and to what amount the distribution is to be made. Where distribution share classes are established, both regular net income and realised capital gains may be distributed. In addition, unrealised or retained capital gains from previous years as well as any other assets may also be distributed as long as the share capital of the Company does not fall below the minimum share capital provided for in Article 6 paragraph 2 of these By-Laws. Distributions are paid out on the basis of the number of shares in circulation on the distribution date. Distributions may be paid entirely or partly in the form of bonus shares. Any remaining fractions of units may be paid out in cash or credited. Distributions not claimed within the deadlines stipulated in Article 22 shall lapse in favour of the relevant share class of the sub-fund. Where capitalisation share classes are established, no earnings are distributed, except as provided for in paragraph 2.

2. The Board of Directors may elect to pay out special and interim dividends for each class of shares of a sub-fund in accordance with the law.

3. The Board of Directors may delegate to the management company the right of allocation of earnings provided in paragraph 1 and 2.

Art. 19. Amendment of these Articles of Incorporation and By-Laws.

1. These Articles of Incorporation and By-Laws may be amended entirely or partly by a Shareholders' Meeting in compliance with Luxembourg law.

2. Changes to these Articles of Incorporation and By-Laws shall be published in the Mémorial.

Art. 20. Publications.

1. Issue and redemption prices may be requested from the management company and the paying agent. In addition, the current prices are published regularly and, if required, in the official publication of the relevant jurisdiction where shares are offered to the public.

2. The Company shall produce an audited annual report and a semi-annual report in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

3. The Company's By-Laws and Sales Prospectus, the key investor information, as well as its annual and semi-annual reports, are available for shareholders at the registered office of the Company and at all distributing and paying agents free of charge. Agreements with the management company, investment advisors, if any, the fund manager and the Custodian Bank may be inspected at the registered office of the Company.

Art. 21. Dissolution of the Company.

1. The Company may be dissolved at any time by the Shareholders' Meeting. In the event that the merger of the Company or the merger of one or more of its sub-funds results in that Company ceasing to exist, the merger shall be resolved by a Shareholders' Meeting. Such resolution does not require a quorum and can be taken with a simple majority of votes. The coming into effect of such merger shall be recorded in notarial form.

2. As required by law, dissolution of the Company shall be announced by the Company in accordance with the applicable legal requirement.

3. If a situation arises resulting in the dissolution of the Company, the issue and redemption of shares will be halted. On the instructions of the Company or, where applicable, those of the liquidators appointed by the Shareholders' Meeting, the Custodian Bank will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders according to their claims. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders at the end of the liquidation proceedings will be deposited by the Custodian Bank with the Caisse de Consignation in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

Art. 22. Limitation of Claims. Claims of shareholders against the Company or the Custodian Bank shall cease to be enforceable once a period of five years has elapsed since the claim arose.

Art. 23. Fiscal Year. The Company's fiscal year ends on 30 June of each year, the first financial year ends on 30 June 2014.

Art. 24. Applicable Law, Jurisdiction and Language of Contract.

1. The Articles of Incorporation and By-Laws of the Company are subject to the laws of Luxembourg. The same applies to the legal relationship between the shareholders and the Company. The Articles of Incorporation and By-Laws are filed with the District Court in Luxembourg. Any legal disputes between shareholders, the Company and the Custodian Bank are subject to the jurisdiction of the competent court in the judicial district of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company and the Custodian Bank may elect to submit themselves and the Company to the jurisdiction and law of any country where the fund's shares are offered for sale to the public, provided it involves the claims of shareholders who are resident in that country, and with regard to matters that involve the Company.

2. The present Articles of Incorporation and By-Laws are worded in English. The English version of these Articles of Incorporation and By-Laws shall be legally binding. The Company may with regard to Company shares sold to shareholders in such countries, have legally binding translations made into the languages of those countries where the shares of the Company may be offered for sale to the public.

Art. 25. Other Legal Provisions. In addition to these Articles of Incorporation and By-Laws, the Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment, as amended from time to time, the Law on Trading Companies of 10 August 1915, as amended from time and the general provisions of the laws of Luxembourg shall apply.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and it shall end on 30th of June 2014. The first annual general meeting of the Shareholders shall be held in 2014.

Exceptionally, the first chairman of the Board of directors is nominated by the first general assembly.

Subscription and Payment

The issued founding shares have been subscribed by the appearing party.

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Beneficiary Units

As of the date of this deed, no Beneficiary Units have been issued by the Company.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed and further confirms that these Articles comply with the provisions of Article 27 of the Companies Act.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to five thousand Euros (EUR 5,000).

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions by a unanimous vote that:

I. The number of members of the Board be set at four (4).

The following persons are appointed as members of the Board:

Doris MARX, born in Bitburg (Germany), on 5th September 1965, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

Manfred BAUER, born in Saarburg (Germany), on 16th of March 1969, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

Stephan SCHOLL, born in Frankfurt (Germany), on 6th March 1967, professionally residing in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstrasse, 178-190.

Markus KOHLENBACH, born in Köppern (Germany), on 26th July 1966, professionally residing in D-60327 Frankfurt, Mainzer Landstrasse, 178-190.

The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2016.

II. The address of the registered office of the Company is L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

III. The following party is appointed as independent auditor of the Company:

KPMG Luxembourg S.à r.l., RCB Number 149.133, having its registered office in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

IV. The assembly decides to nominate Doris MARX, born in Bitburg (Germany), on 5th September 1965, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer, as first chairman of the Board.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

The document having been read to the mandatory of the appearing parties, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signés: C. HOFFRANZEN, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 7 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12959. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 11 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143352/551.

(130175074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

ESCF Laatzen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.394.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 171.930.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first of August.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ESCF Germany S.à r.l. a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register section B under number 175.175,

hereby represented by, Mrs Corinne PETIT, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on August 19th, 2013.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in its capacity as the sole shareholder, has requested the undersigned notary to enact the following:

The appearing party is the sole shareholder of ESCF Laatzen S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office in L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey, incorporated by the undersigned notary, on October 1st, 2012 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2703 of November 6th, 2013. These Articles of Incorporation have been amended for the last time by deed of the same notary, on May 13th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1647 dated July 10th, 2013.

The capital of the company is fixed at four million one hundred and fifty-nine thousand nine hundred euro (EUR 4,159,900) represented by forty-one thousand five hundred and ninety-nine (41,599) shares, with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, entirely paid in.

The appearing party takes the following resolutions:

First resolution

The appearing sole shareholder resolves to increase the corporate share capital by an amount of two hundred and thirty-four thousand six hundred euro (EUR 234,600), so as to raise it from its present amount of four million one hundred and fifty-nine thousand nine hundred euro (EUR 4,159,900) to four million three hundred and ninety-four thousand five hundred euro (EUR 4,394,500), by issuing two thousand three hundred and forty-six (2,346) new shares with a par value of one hundred euro (EUR 100) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription and Liberation

The appearing sole shareholder declares to subscribe to the two thousand three hundred and forty-six (2,346) new shares and to pay them up, fully in cash, at its par value of one hundred (EUR 100) together with a total issue premium of two million one hundred and thirty-five thousand sixty-three euro (EUR 2,135,063), so that the amount of two million

three hundred and sixty-nine thousand six hundred and sixty-three euro (EUR 2,369,663) is at the free disposal of the Company, proof of which has been given to the undersigned notary.

Second resolution

The appearing shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation, so as to reflect the increase of capital, which shall henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The capital is set at four million three hundred and ninety-four thousand five hundred euro (EUR 4,394,500) represented by forty-three thousand nine hundred and forty-five (43,945) shares of a par value of one hundred euro (EUR 100) each."

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the appearing persons, the appearing persons signed together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et un août.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ESCF Germany S.à r.l. une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 175.175,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg, le 19 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité d'associée unique, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

La société comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée unipersonnelle ESCF Laatzen S.à r.l., avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 1^{er} octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2703 du 6 novembre 2012, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le même notaire, en date du 13 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1647 du 10 juillet 2013.

Le capital social de la société est fixé à quatre millions cent cinquante-neuf mille neuf cents euros (4.159.900.- EUR) représenté par quarante et un mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (41.599) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune.

L'associée unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de deux cent trente-quatre mille six cents euros (234.600.-EUR) afin de le porter de son montant actuel de quatre millions cinquante-neuf mille neuf cents euros (4.159.900.- EUR) à quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (4.394.500.- EUR), par l'émission de deux mille trois cent quarante-six (2.346) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Et à l'instant, les deux mille trois cent quarante-six (2.346) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) ont été souscrites par l'associée unique et entièrement libérée en espèces ensemble avec une prime d'émission totale de deux millions cent trente-cinq mille soixante-trois euros (2.135.063.- EUR), de sorte que le montant de deux millions trois cent soixante-neuf mille six cent soixante-trois euros (2.369.663.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'associée décide, suite à la résolution précédemment prise, de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à quatre millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (4.394.500.- EUR) représenté par quarante-trois mille neuf cent quarante-cinq (43.945) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune."

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et la traduction française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires de la partie comparante, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 août 2013. LAC/2013/39089. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Référence de publication: 2013126467/104.

(130154162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Cercle Bouliste et Culturel Belvaux-Metzerlach, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4480 Belvaux, 182, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg F 5.283.

STATUTS

Adoptés en assemblée générale extraordinaire du 29 mars 2013 en remplacement de tous autres statuts existants jusqu'à ce jour. Ces nouveaux statuts représentent une refonte globale des statuts existants.

I. Dénomination, Durée, Siège

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination CERCLE BOULISTE ET CUTUREL BELVAUX-METZERLACH, association sans but lucratif. Elle a été fondée le 16 août 1964 et elle est régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée dans la suite. Sa durée est illimitée.

Art. 2. L'association a son siège dans la commune de Sanem, Taverne Boulevard, 182, Chemin Rouge, L-4480 Belvaux.

I. Objet

Art. 3. L'association a comme objet:

- a) de propager et d'organiser tous les sports boules,
- b) de propager, de créer et d'entretenir des épreuves sportives, des œuvres culturelles et sociales,
- c) de collaborer avec des sociétés poursuivant des buts analogues,
- d) de se procurer les fonds nécessaires à la réalisation des buts fixés.

Art. 4. L'association est affiliée à la Fédération Luxembourgeoise de Boules et Pétanque (F.L.B.P.), participe aux compétitions organisées par celle-ci et se soumet à la réglementation de cette dernière.

Art. 5. L'association est neutre des points de vue politiques, philosophiques et religieux.

II. De la qualité de membre

Art. 6. L'association se compose de membres associés, de membres actifs et de membres honoraires. Les membres associés ont seuls les droits prévus par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif. Ils prennent seuls part aux assemblées générales et y ont seuls droit de vote.

Art. 7. Le nombre minimum de membres associés est de trois.

Art. 8. La qualité de membre associé s'acquiert par le paiement de la cotisation annuelle et sur décision préalable de l'assemblée générale à laquelle le conseil d'administration soumet toute demande adhésion.

La qualité de membre associé se perd:

- a) automatiquement par le décès du membre,
- b) par la démission sous forme écrite,
- c) automatiquement par le non-paiement de la cotisation,
- d) par l'exclusion.

Le membre démissionnaire ou exclu ainsi que les ayants droits d'un membre décédé n'ont aucun droit sur le fond social et ne pourront réclamer aucune indemnité, ni un remboursement des cotisations

Art. 9. La qualité de membre actif ou honoraire s'acquiert par le paiement de la cotisation annuelle. L'assemblée générale peut attribuer, sur proposition du conseil d'administration la qualité de membre honoraire à vie à des personnes méritantes. Les membres honoraires pourront être invités à l'assemblée générale annuelle sans avoir un droit de vote quelconque.

La qualité de membre honoraire se perd:

- a) automatiquement par le décès du membre,
- b) par la démission sous forme écrite,
- c) automatiquement par le non-paiement de la cotisation,
- d) par l'exclusion.

Art. 10. Le conseil d'administration décide souverainement de l'exclusion d'un membre associé, actif ou honoraire lorsque celui-ci viole les statuts de l'association ou lorsqu'il se comporte de manière préjudiciable à l'association, respectivement de manière à nuire à l'honorabilité de cette dernière.

Art. 11. Le montant des cotisations annuelles est fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration. Le montant maximum de cotisation annuelle est de 100,00 €.

III. De l'assemblée générale

Art. 12. L'assemblée générale ordinaire a lieu au moins une fois par année civile ou lorsqu'un cinquième des membres ayant le droit de vote en fait la demande.

Art. 13. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. La convocation est rendue publique au moins deux semaines à l'avance, soit par une lettre à tous les membres, soit par une publication dans un des journaux quotidiens publiés au Grand Duché de Luxembourg. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre égal au dixième de la dernière liste annuelle des membres associés, doit être portée à l'ordre du jour. Les résolutions ne pourront être prises en dehors de l'ordre du jour.

Art. 14. L'assemblée générale peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents. Elle statue à la majorité des voix valablement exprimées. Les votes pourront se faire au secret si la demande en est faite. En cas d'égalité, la voix du président ou de son représentant décide.

Art. 15. Tous les membres associés ayant atteint l'âge de dix huit ans ont le droit de vote à l'assemblée.

Art. 16. Les points suivants sont exclusivement de la compétence de l'assemblée générale et doivent figurer à son ordre du jour.

- a) le compte rendu sur les activités de l'association,
- b) le bilan financier annuel de l'année écoulée,
- c) le budget financier pour l'année à venir,
- d) l'élection des administrateurs
- e) la désignation des réviseurs de caisse.

Art. 17. Les résolutions de l'assemblée générale sont archivées aux fins de publication et peuvent être consultées par les membres et les tiers.

IV. Du conseil d'administration

Art. 18. Les affaires courantes sont gérées par un conseil d'administration. Celui-ci se compose de trois administrateurs au minimum.

Art. 19. Sont éligibles au conseil d'administration les membres associés de l'association ayant atteint l'âge de dix-huit ans.

Art. 20. La durée du mandat des administrateurs est de deux ans. Le conseil d'administration est renouvelé par moitié annuellement. Au terme du premier exercice, les administrateurs sortants sont désignés par tirage au sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles, sauf en cas de renonciation expresse des concernés. En cas de démission d'un administrateur au cours de l'exercice il pourra être pourvu à son remplacement par cooptation par les membres restants du conseil. La prochaine assemblée générale procédera à l'élection statutaire.

Art. 21. Le conseil nouvellement élu désigne en son sein un bureau exécutif composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un ou plusieurs secrétaires et d'un trésorier.

Art. 22. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, sur l'initiative de ce dernier ou à la demande de la moitié des administrateurs. Le conseil statue à la majorité des voix des administrateurs présents. En cas d'égalité de voix, celle du président ou de son représentant décide. Le quorum est atteint si plus de la moitié des administrateurs sont présents.

Art. 23. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes qui n'ont pas été attribués expressément à d'autres organes par la loi et par les présents statuts. L'association est en toutes circonstances valablement engagée par la signature de son président ou toute autre personne désignée à cet effet.

V. Des commissions et des sections

Art. 24. Des commissions ou des sections peuvent être formées au sein de l'association pour se consacrer à des champs d'activités spécifiques. Elles sont soumises à l'autorité de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

VI. Gestion financière

Art. 25. Le trésorier, désigné par le conseil d'administration est chargé de la gestion financière de l'association. Il devra comptabiliser toutes les opérations financières et assurera ses suivis. L'engagement financier de l'association est assuré par la signature isolé du trésorier, ou du président, ou d'un des secrétaires, ou par toute autre personne désignée à cet effet, et ceci sans limite. L'année comptable commence le 1^{er} janvier pour finir le 31 décembre de chaque année.

Art. 26. L'assemblée générale annuelle désigne au moins deux réviseurs de comptes faisant partie des membres actifs ou honoraires, avec un mandat de deux ans. Ils ne peuvent pas faire parti du conseil d'administration et ont à tout moment le droit d'inspection des livres de caisse de l'association et des pièces justificatives y afférentes.

VII. Modifications des statuts, Dissolution de l'association

Art. 27. Des modifications ne peuvent être apportées aux présents statuts qu'à l'assemblée générale et aux deux tiers des suffrages exprimés.

Art. 28. La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par une assemblée générale, spécialement convoquée à cette fin et représentant les deux tiers des membres. Si cette condition n'est pas remplie, il pourra être convoqué une seconde réunion qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents. La dissolution ne sera admise que si elle est votée à la majorité des deux tiers des voix des membres présents. En cas de dissolution, l'avoir de l'association, sera affecté à l'Office Social de la commune de Sanem.

Référence de publication: 2013125616/111.

(130151799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

C.R. Energies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3879 Schiffflange, 9, rue Dr Welter.

R.C.S. Luxembourg B 179.961.

STATUTS

L'an deux mille treize, le trois septembre.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

ont comparu:

1) Monsieur Andy CLEES, maître-installateur chauffage-sanitaire, né à Luxembourg le 21 novembre 1985, demeurant à L-3879 Schiffflange, 9, rue Dr. Welter, agissant en son nom personnel.

2) Monsieur Aris RAMDEDOVIC, ouvrier, né à Lagatore (Monténégro) le 13 janvier 1977, demeurant à L-3712 Rumelange, 1B, rue des Artisans, agissant en son nom personnel.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des parts sociales ci-après créées, il est formé une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les présents statuts et par la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de:

"C.R. Energies S.à r.l.".

Art. 3. Le siège social est établi à Schiffflange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du ou des gérants qui auront tous les pouvoirs d'adapter le présent article.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Tout associé pourra dénoncer sa participation dans la société. La dénonciation se fera par lettre recommandée envoyée aux associés et aux gérants avec un préavis de six mois avant l'échéance. L'associé désireux de sortir de la société suivra les dispositions de l'article dix des statuts.

Sans préjudice de ce qui précède, la société pourra être dissoute avant terme par une décision prise à la majorité simple du capital social.

Art. 5. La société a pour objet l'exploitation d'une entreprise de chauffage-sanitaire-ventilation-climatisation.

La société a également pour objet l'exploitation d'une entreprise générale de ramonage, de fumisterie, d'entretien de la cheminée et la vente d'articles de la branche ainsi que le commerce en gros et détail.

Elle peut faire toutes les opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (€ 125,-) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les copropriétaires indivis de parts sociales, les nus-propriétaires et les usufruitiers sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne agréée préalablement par décision des associés, prise à la majorité simple du capital. L'agrément ne pourra être refusé que pour de justes motifs.

Art. 9. Les parts sociales sont librement transmissibles pour cause de mort, même par disposition de dernière volonté, à condition que ce soit en ligne directe ou au conjoint survivant. Tout autre bénéficiaire devra être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés survivants. En cas de refus, le bénéficiaire devra procéder conformément à l'article dix des statuts, à l'exclusion du dernier alinéa, et sera lié par le résultat de l'expertise. Au cas où aucun associé n'est disposé à acquérir les parts au prix fixé, le bénéficiaire sera associé de plein droit.

Art. 10. a) Si un associé se propose de céder tout ou partie de ses parts sociales, de même qu'aux cas pré-visés aux articles quatre et neuf, il doit les offrir à ses co-associés proportionnellement à leur participation dans la société.

b) En cas de désaccord persistant des associés sur le prix après un délai de deux semaines, le ou les associés qui entendent céder les parts, le ou les associés qui se proposent de les acquérir, chargeront de part et d'autre un expert pour fixer la valeur de cession, en se basant sur la valeur vénale des parts.

c) La société communique par lettre recommandée le résultat de l'expertise à tous les associés, en les invitant à faire savoir dans un délai de quatre semaines s'ils sont disposés à acheter ou à céder les parts au prix arrêté. Si plusieurs associés déclarent vouloir acquérir les parts proposées à la vente, elles seront offertes aux associés qui entendent les acquérir en proportion de leur participation dans la société. Le silence des associés pendant le prédit délai de quatre semaines équivaut à un refus.

d) Dans ce cas, l'associé qui entend les céder peut les offrir à des non-associés, étant entendu qu'un droit de préemption est encore réservé aux autres associés en proportion de leurs participations pendant un délai de deux semaines à partir de la date de la communication de l'accord avec des tiers et suivant les conditions de celui-ci. L'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales est remplacé par les articles neuf et dix des présents statuts.

Art. 11. La société peut, sur décision de l'assemblée générale, prise à la majorité du capital social, procéder au rachat de ses propres parts sociales au moyen de réserves libres ainsi qu'à leur revente. Ces parts sociales, aussi longtemps qu'elles se trouvent dans le patrimoine de la société, ne donnent droit ni à un droit de vote, ni à des dividendes, ni à une part du produit de la liquidation et elles ne sont pas prises en considération pour l'établissement d'un quorum. En cas de revente, la société procédera suivant les dispositions de l'article dix.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés, révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Les gérants ont le droit, mais seulement collectivement et à l'unanimité, de déléguer partie de leurs pouvoirs à des fondés de pouvoirs et ou à des directeurs.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions ayant pour objet une modification des statuts pourront également être prises à la majorité simple du capital social. Les dispositions y afférentes des articles 194 et 199 de la loi sur les sociétés commerciales ne trouveront donc pas application.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le dixième du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation sera faite par les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Souscription et Libération

Les comparants précités présents ont souscrit aux parts créées de la manière suivante:

1.- Par Monsieur Andy CLEES le comparant sub 1)	51 parts
2.- Par Monsieur Aris RAMDEDOVIC le comparant sub 2)	49 parts
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES.	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de € 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement, le premier exercice commence le jour de la constitution et finira le trente et un décembre de l'an deux mille treize.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la suite, ont été remplies.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de mille cent euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-3879 Schifflange, 9, rue Dr. Michel Welter.

Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée:

1) Monsieur Andy CLEES, maître-installateur chauffage-sanitaire, né à Luxembourg le 21 novembre 1985, demeurant à L-3879 Schifflange, 9, rue Dr. Welter, en tant que gérant technique.

2) Monsieur Aris RAMDEDOVIC, ouvrier, né à Lagatore (Monténégro) le 13 janvier 1977, demeurant à L-3712 Rumelange, 1B, rue des Artisans, en tant que gérant administratif.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant technique Monsieur Andy CLEES, prénommé.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social et pour chaque activité susvisée, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: CLEES A., RAMDEDOVIC A., MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04/09/2013. Relation: EAC/2013/11433. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 05 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125709/135.

(130153523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

A. Schulman Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 91.500.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 103.028.

In the year two thousand and thirteen on the sixteenth day of August.

Before Us Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S., a Luxembourg limited corporate partnership (société en commandite simple), having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 103.434 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mrs Solange Wolter with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxy holder, has requested the undersigned notary to state as follows:

I. That the appearing party is the sole shareholder of A. Schulman Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 103.028 and incorporated by a deed enacted by Maître Paul Frieders, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on August 24th, 2004, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on November 22nd, 2004, under number 1189 page 57025 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of Me Franck Baden, then notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on October 4th, 2004, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on December 9th, 2004 under number 1264 page 60659 (the "Articles").

II. That the share capital of the Company currently amounts to ninety-one million five hundred thousand Euros (EUR 91,500,000) represented by one hundred eighty-three thousand (183,000) shares with a nominal value of five hundred Euros (EUR 500) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Shares").

III. That the Sole Shareholder declares that it has full knowledge of the agenda prior to the present meeting and agrees to waive the notice requirement so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1. Creation of two classes of shares, namely the class A shares and the class B shares entitling their holder(s) to the same voting rights but different financing rights;
2. Reallocation of the issued and outstanding shares between both classes of shares;
3. Subsequent amendment of the articles 6, 8, 21 and 22 of the Articles;
4. Miscellaneous.

That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create two different classes of shares, namely the class A shares (the "Class A Shares") and the class B shares (the "Class B Shares") entitling their holder(s) to the same voting rights but specific financing rights (the "Creation of the Class A Shares and Class B Shares").

It is further resolved that the financing rights to be granted to the Class A Shares and Class B Shares will be as follows:

Regarding the profits of the Company

Each year, where a net profit is shown in the annual accounts of the Company approved by the shareholder(s), the distribution to the shareholder(s) will be made as follows:

- ninety-nine point ninety-nine percent (99.99 %) of the available profit of the Company to the holder(s) of the Class A Shares; and
- zero point zero one percent (0.01 %) of the available profit of the Company to the holder(s) of the Class B Shares.

Regarding the liquidation proceeds

At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company, if any, will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders as follows:

- ninety-nine point ninety-nine percent (99.99 %) of the liquidation proceeds to the holder(s) of the Class A Shares; and
- zero point zero one percent (0.01 %) of the liquidation proceeds to the holder(s) of the Class B Shares.

Second resolution

Further to the Creation of the Class A Shares and Class B Shares, it is resolved that the Shares be reallocated between both classes of shares as follows:

- twenty-seven thousand four hundred fifty (27,450) Class A shares, and
- one hundred fifty-five thousand five hundred fifty (155,550) Class B shares, (the "Reallocation").

As a result of the Reallocation, the Sole Shareholder will hold twenty-seven thousand four hundred fifty (27,450) Class A Shares and one hundred fifty-five thousand five hundred fifty (155,550) Class B Shares.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, it is resolved to amend articles 6, 8, 21 and 22 of the Articles to read as follows:

" **Art. 6. Capital.** The Company's share capital is set at ninety-one million five hundred thousand euros (EUR 91,500,000). It is divided into two classes of shares consisting of:

- twenty-seven thousand four hundred fifty (27,450) class A shares, and
- one hundred fifty-five thousand five hundred fifty (155,550) class B shares.

All these shares have a nominal value of five hundred Euros (EUR 500) each and are fully paid-up.

The transfer of the class A shares to a new partner (the "New Partner") will also lead to the transfer of the class B shares to the New Partner and vice versa."

" **Art. 8. Shares.** The shares have different rights in the profits and assets of the Company but are entitled to the same voting rights at ordinary and extraordinary general meeting of partners.

The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

The issued shares shall be entered in the register of partners, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each partner, his address or registered office, the number of shares and the respective class of shares held by him.

Any transfer of shares in accordance with article 9 hereafter, shall be recorded in the register of partners."

" **Art. 21. Allocation of profits.** Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be, without prejudice to the power of the board of managers to allocate payment on account of dividends to the partner(s) as follow:

- ninety-nine point ninety-nine percent (99.99 %) of the available profit of the Company to the holder(s) of the Class A Shares; and
- zero point zero one percent (0.01 %) of the available profit of the Company to the holder(s) of the Class B Shares."

" **Art. 22. Dissolution, liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be partners, and which are appointed by the single partner or by the general meeting of partners, as the case may be, who will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners as follows:

- ninety-nine point ninety-nine percent (99.99 %) of the liquidation proceeds to the holder(s) of the Class A Shares; and
- zero point zero one percent (0.01 %) of the liquidation proceeds to the holder(s) of the Class B Shares."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

AS Worldwide LLC & Cie, S.C.S., une société en commandite simple de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.434 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Solange Wolter, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la comparante est l'associé unique de A. Schulman Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.028, et constituée par un acte de Maître Paul Frieders, alors notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 Août 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 22 novembre 2004 sous le numéro 1189, page 57025 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Franck Baden, alors notaire résidant à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg le 4 octobre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 9 décembre 2004 sous le numéro 1264 page 60659 (les «Statuts»).

II. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à quatre-vingt-onze millions cinq cent mille euros (91.500.000 EUR) représenté par cent quatre-vingt-trois mille (183,000) parts sociales ayant une valeur nominale de cinq cents euros chacune (500 EUR), toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Sociales»).

III. Que l'Associé Unique déclare avoir été dûment informé du contenu de l'agenda avant la présente assemblée et accepte de renoncer aux formalités de convocation afin que l'assemblée puisse délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. Que l'agenda de l'assemblée est le suivant:

1. Création de deux catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie B conférant à leur(s) porteur(s) les mêmes droits de vote mais des différents droits de financement;
2. Réaffectation des parts sociales émises et en circulation entre les deux catégories de parts sociales;
3. Modification subséquente des articles 6, 8, 21 et 22 des Statuts;
4. Divers.

Sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de créer deux catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») et les parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B») conférant à leur(s) porteur(s) les mêmes droits de vote mais des droits de financement spécifiques (la «Création de Parts Sociales de Catégorie A et de Parts Sociales de Catégorie B»).

Il est également décidé que les droits de financement accordés aux parts sociales de catégorie A et aux parts sociales de catégorie B seront comme suit:

Concernant les profits de la Société

Chaque année, lorsqu'un bénéfice net figure dans les comptes annuels de la Société approuvé par le(s) associé(s), la distribution au(x) associé(s) sera faite comme suit:

- quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf pourcent (99,99%) du bénéfice disponible de la Société au(x) porteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A; et
- zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) du bénéfice disponible de la Société au(x) porteur(s) de Parts Sociales de Catégorie B.

Concernant les produits de liquidation

A la clôture de liquidation, les actifs de la Société, le cas échéant, seront attribués à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés de la manière suivante:

- quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf pourcent (99,99%) des produits de liquidation au(x) porteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A; et
- zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) des produits de liquidation au(x) porteur(s) de Parts Sociales de Catégorie B.

Deuxième résolution

Suite à la Création de Parts Sociales de Catégorie A et de Parts Sociales de Catégorie B, il est décidé que les Parts Sociales seront réaffectées entre ces deux catégories de parts sociales comme suit:

- vingt-sept mille quatre cent cinquante (27.450) Parts Sociales de Catégorie A, et
- cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante (155.550) Parts Sociales de Catégorie B (la «Réaffectation»).

En conséquence de la Réaffectation, l'Associé Unique détiendra vingt-sept mille quatre cent cinquante (27.450) Parts Sociales de Catégorie A et cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante (155.550) Parts Sociales de Catégorie B.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, il est décidé de modifier les articles 6, 8, 21 et 22 des Statuts, lesquels auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social émis de la Société est fixé à quatre-vingt-onze millions cinq cent mille euros (91.500.000 EUR). Il est divisé en deux catégories de parts sociales consistant en:

- vingt-sept mille quatre cent cinquante (27.450) Parts Sociales de Catégorie A, et
- cent cinquante-cinq mille cinq cent cinquante (155.550) Parts Sociales de Catégorie B

Toutes ces parts sociales ont une valeur nominale de cinq cents euros (500 EUR) chacune et sont toutes entièrement libérées

Le transfert des parts sociales de catégorie A à un nouvel associé (le «Nouvel Associé») conduira également au transfert des parts sociales de catégorie B au Nouvel Associé et vice versa.»

« **Art. 8. Parts sociales.** Les parts sociales sont assorties de différents droits dans les bénéfices et actifs de la Société mais confèrent les mêmes droits de vote à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des associés.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires doivent nommer un représentant unique qui les représentera auprès de la Société.

Les actions émises seront inscrites dans le registre des associés, qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société, et ce registre doit contenir le nom de chaque associé, son adresse ou le siège social, le nombre d'actions et de la classe respective des actions détenues qu'il détient.

Toute cession d'actions conformément à l'article 9 ci-après, doit être inscrite dans le registre des associés.»

« **Art. 21. Répartition des bénéfices.** Cinq pourcent du bénéfice net est prélevé pour la création d'une réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent du capital social.

Le bénéfice restant est affecté par décision de l'associé unique ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, selon le cas, sans préjudice de la compétence du conseil de gérance d'allouer des acomptes sur dividendes au (x) associé(s) comme suit:

- quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf pourcent (99,99%) du bénéfice disponible de la Société au(x) porteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A; et
- zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) du bénéfice disponible de la Société au(x) porteur(s) de Parts Sociales de Catégorie B.»

« **Art. 22. Dissolution, liquidation.** En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être des associés, et qui sont nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations. Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société

Le surplus résultant de la réalisation des actifs et le paiement des dettes sera partagé entre les associés comme suit:

- quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf pourcent (99,99%) des produits de liquidation au(x) porteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A; et
- zéro virgule zéro un pourcent (0,01%) des produits de liquidation au(x) porteur(s) de Parts Sociales de Catégorie B.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 août 2013. Relation: LAC/2013/38480. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013125621/219.

(130153440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Selava S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 157.150.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize.

Le treize août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SELAVA S.A. SPF, société de gestion de patrimoine familial (SPF), ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, R.C.S. Luxembourg numéro B 157150, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 29 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 97 du 18 janvier 2011,

ayant un capital social de quatre cent cinquante mille Euros (EUR 450.000,-) représenté par quatre mille cinq cents (4.500) actions avec une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Françoise HÜBSCH, employée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Décision de mettre en liquidation la société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur:

B.A Tax Accountants, société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1820 Luxembourg, 17, rue Antoine Jans, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 173.086.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Troisième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la société en ce qui concerne l'exécution de leurs mandats.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille cent euros, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Françoise HÜBSCH, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 20 août 2013. Relation GRE/2013/3470. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013126140/65.

(130153169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

**Aalia Publishing S.A., Société Anonyme,
(anc. Aalia S.A.).**

Siège social: L-1225 Luxembourg, 15, rue Beatrix de Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 93.276.

—
L'an deux mil treize, le trente août.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme

«AALIA S.A.»

établie et ayant son siège social à L-1225 Luxembourg, 15 rue Beatrix de Bourbon,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 93.276,

constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 avril 2003, publié au Mémorial C numéro 560 du 22 mai 2003, page 26.871, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 28 mars 2007, publié au Mémorial C numéro 1.112 du 9 juin 2007, page 53.350.

L'assemblée est présidée par Monsieur Khaled HADJ BRAHIM.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Marino PIERRI.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Samira DIABI.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste, une fois signée par les comparants et le notaire instrumentaire, restera ci-annexée pour être enregistrée avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les mille (1.000) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Ajoute à l'objet social et par conséquent modification de l'article 3 des statuts;
3. Divers

Sur ce, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

125952

Première résolution

L'intégralité du capital social de la société étant représentée à la présente assemblée, l'assemblée renonce aux formalités de convocation, tous les actionnaires représentés ou présents à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter un paragraphe à l'article 3 des statuts pour lui conférer la teneur suivante:

« **Art. 3.** ajoute d'un paragraphe.

La société a pour objet l'édition de la production d'oeuvres artistiques notamment dans le domaine musicale et audiovisuel.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la société en «AALIA PUBLISHING S.A.» et de modifier par conséquent l'article 1^{er} des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination «AALIA PUBLISHING S.A.».

Déclaration en matière de blanchiment

L'actionnaire / comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ mille cent euros (1.100,- €). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état et demeure, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: HADJ BRAHIM, DIABI, PIERRI, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 5 septembre 2013. Relation: EAC/2013/11493. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, LE 6 SEPTEMBRE 2013.

Référence de publication: 2013126300/68.

(130153896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Rima SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 59.891.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 9 septembre 2013

L'Assemblée Générale accepte les démissions, avec effet immédiat en date du 9 septembre 2013 de leur fonction d'administrateur de:

- Monsieur Nico HANSEN
- Monsieur Alain BARTHOLME
- Madame Sophie BATARDY

L'assemblée générale accepte également la démission de Monsieur Nico HANSEN de ses fonctions d'administrateur délégué et de Président du conseil d'administration.

L'Assemblée Générale accepte la démission, avec effet immédiat, du commissaire aux comptes, MGI FISOGEST S.à r.l.

Référence de publication: 2013127968/16.

(130155321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2013.